
Bahdon Abdillahi Mohamed¹

WP/CEAUP/#2023/2

LES RAISONS D'UN COUP D'ETAT AU NIGER



CENTRO DE ESTUDOS AFRICANOS
U N I V E R S I D A D E D O P O R T O

¹ Em colaboração com o CEAUP.

La survenance d'un coup d'Etat soulève toujours de nombreuses questions économiques, politiques et sociales, bref la gestion de la politique interne dans un pays. Mais plus que de questions, il est la source d'opinions parfois hasardeuses. Les causes sont diversement interprétées selon les intérêts des analystes ou les communiqués officiels des pays et des organisations internationales et régionales. Des pays et des organisations, qui se présentent comme défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, mais pas de la bonne gouvernance économique et politique.

Ce dernier coup d'Etat en Afrique de l'Ouest – même de l'Afrique, intervient à la suite de ceux qui ont eu lieu au Mali (2018), au Burkina Faso (2022) et en Guinée Conakry (2021). Tous sont des pays membres de la *Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO). A part la Guinée Conakry, le Burkina Faso, Mali et le Niger sont confrontés au terrorisme depuis plus d'une dizaine d'années et membres du Groupe 5 Sahel (le Mali s'est retiré en mai 2022). Comme à son habitude, cette organisation a menacé d'une intervention militaire² pour restaurer le Président, retenu par les militaires.

Le coup d'Etat soulève des questions de politique nationale et de stratégie des pays du Nord. Les communiqués s'opposent à l'action des militaires contre un président élu démocratiquement. Mais à part le Bénin jusqu'à l'arrivée de Patrice Talon, quel autre pays de l'Afrique francophone peut se targuer d'une transition réussie. Le Sénégal, connu pour sa stabilité et une alternance en 2000, et ce après 20 ans de monopole du parti socialiste, traverse des tensions sociopolitiques à l'approche des élections présidentielles. Le scrutin présidentiel et surtout à la fin du second mandat marque toujours des fortes tensions sociales.

L'organisation d'une conférence nationale, ni l'organisation des élections plus ou moins disputées selon le moment politique, ne sont pas un satisfecit de l'installation et de la consolidation d'un régime démocratique. La confusion continue toujours entre la fin des régimes autoritaires et le long processus pour la mise en place d'un Etat de droit,

² Niger: la Cédéao fixe un ultimatum d'une semaine à la junte et n'exclut pas un «recours à la force», 30 juillet 2023, in <https://lesoleil.sn/niger-la-cedeao-fixe-un-ultimatum-dune-semaine-a-la-junte-et-nexclut-pas-un-recours-a-la-force/>





respectueux des droits et libertés constitutionnels et d'un régime démocratique dont la crise n'est pas définitivement exclue. Un petit rappel s'impose pour comprendre en partie la situation actuelle. La transition vers un régime démocratique a échoué au Niger. Le premier coup d'Etat intervient en 1996, soit 5 ans après la conférence nationale de 1991. La crise d'une cohabitation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif conduit l'armée à intervenir pour apaiser la crise. En 1999, les militaires interviennent dans une autre crise comme en 2010. Juste après sa prise de pouvoir, Mohamed Bazoum a été victime d'une tentative de coup d'Etat en 2021. Ainsi jusqu'au coup d'Etat du 26 juillet 2023, il y a une alternance entre pouvoir civil et coups militaires. L'armée se présente comme un groupe mieux «organisé» que la classe politique divisée, qui ne s'accorde pas sur des règles d'un jeu politique.

Pourquoi durant les 2 mandats du président Mahamadou Issoufou (2011-2016 et 2016-2020), il n'y a pas eu de coup de force militaire. En effet, ce n'est pas qu'il y a eu respect des règles du jeu politique, mais plutôt une répression mieux organisée. Ainsi son principal opposant, avec qui, il a formé une coalition au pouvoir, s'est exilé en France suite d'une pression et la répression du pouvoir. Face à une armée, qui a la capacité d'intervention dans les affaires politiques, le Président Issoufou a renforcé la garde présidentielle comme corps séparé de l'armée. Et ainsi il a pu éviter un coup de force militaire.

L'actuel Président Mohamed Bazoum était un candidat, soutenu par l'ancien président. Il y a eu un débat sur sa nationalité nigérienne. Certains le affirment être un citoyen Libyen. Se démarquant de certains de collègues présidents africains, Mahamadou Issoufou n'a pas modifié la constitution pour supprimer la disposition constitutionnelle limitant à 2, les mandats présidentiels.

Après le retrait des militaires français du Mali et du Burkina Faso, le Niger³ est un pays stratégique pour la sécurité occidentale plus que pour la lutte contre le terrorisme. La France et les Etats-Unis disposent des forces spéciales, supposées lutter contre les groupes terroristes. Or ce partenariat n'a rien changé sur l'insécurité de la population et

³ María del Pilar Rangel Rojas, Le Niger, épicentre de la lutte contre le terrorisme au Sahel, 17 septembre 2022, in <https://www.atalayar.com/fr/opinion/maria-pilar-rangel-rojas/le-niger-epicentre-de-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-sahel/20220917094125136765.html>.



le niveau de vie des citoyens.es. Des centaines de militaires Nigériens sont victimes des actes des groupes terroristes durant les dernières années. Les habitants n'ont aucun bénéfice de la principale ressource de leur pays: l'uranium. Les réactions de la société sur ce coup d'Etat sont diverses. Certains médias européens, et français en particulier, considèrent comme des appuis au Président déchu des groupes de citoyens.es se regroupant devant les institutions politiques. Or ce manière d'analyser des faits politiques est bien la marque de la Francafrique. Beaucoup des citoyens.es manifestent plutôt leur mécontentement contre un Président, mal élu et de sa politique, qui n'a pas apporté des solutions aux problèmes économiques et sociaux du pays.

Mais au-delà de l'actualité, la crise, que font face les pays africains, repose non seulement sur une mauvaise gestion des deniers publics et de l'Etat, mais aussi par les décisions des pays du Nord et de leurs organisations⁴. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, comme d'autres pays africains, ont subi dans la décennie 1980, la violence des institutions financières occidentales par l'adoption de programmes d'ajustement structurel. L'application de ces programmes a eu des conséquences néfastes sur la construction des Etats, déjà fragiles et des économies comptoirs. Le libéralisme et du néolibéralisme prôné par n'ont pas renforcé les ressources des Etats, n'ont pas créé des économies et de la création des emplois. Ils sont plutôt responsables de la destruction du faible tissu économique et social. En fait, l'imposition de la privatisation des entreprises et établissements publics n'a profité qu'aux entreprises occidentales. Ces politiques sont une des causes de l'émigration des jeunes vers les pays du Nord. Et le Niger est un lieu de passage des parcours migratoires des jeunes et adultes Africains.es.

4 Jeanine Fankqm, Coup d'Etat au Niger : la communauté internationale condamne, 28 juillet 2023, in <https://www.cameroun-tribune.cm/article-.html/59028/fr..html/coup-detat-au-niger-la-communaute-internationale-condamne>

